



Centraide
Nous tous, ici

**Mémoire
déposé par
les Centraide du Québec
à la consultation publique sur le troisième plan
d'action gouvernemental en matière de lutte contre
la pauvreté et l'exclusion sociale au Québec**

29 janvier 2016

RÉSUMÉ

Le réseau des Centraide est présent dans toutes les régions du Québec. Il incarne un vaste mouvement de solidarité et d'entraide, soutenu par la générosité et à l'engagement de centaines de milliers de donateurs et de bénévoles pour appuyer un vaste réseau de 1 800 organismes communautaires. Si l'environnement philanthropique pose des défis (diminution du nombre de donateurs, augmentation de la concurrence entre les causes, etc.), les Centraide font preuve d'innovation et d'audace pour s'y adapter. Quoiqu'il en soit, le réseau des Centraide n'a ni le mandat, ni l'intention de se substituer à l'État dans sa responsabilité d'assurer un filet de sécurité sociale et l'universalité des services.

Le prochain plan gouvernemental de lutte contre la pauvreté devrait comporter des indicateurs permettant de mesurer le degré d'atteinte des objectifs retenus au terme de la présente consultation. L'État devrait être en mesure d'engager ministères, institutions publiques et société civile dans un vaste chantier collectif pour les cinq prochaines années. La cohérence des différentes politiques publiques, leur impact sur les inégalités sociales et le degré d'appui de la population, via une stratégie pour contrer les préjugés, devraient figurer parmi les indicateurs méritant une attention particulière.

Le prochain plan devrait préserver et soutenir la capacité collective des communautés à prendre en charge leur développement dans les domaines où il leur est possible d'agir. Le développement des territoires ne peut relever de la seule responsabilité des élus et découler de décisions centralisées. Les communautés locales et régionales ont besoin de disposer d'espaces de concertation et de financement dont la durée puisse permettre, d'une part, de laisser le temps d'installer et de nourrir la complicité entre les parties prenantes et, d'autre part, de faire évoluer au fur et à mesure les stratégies d'action en fonction des résultats obtenus ou des embûches rencontrées.

Les organismes communautaires sont des acteurs essentiels à tout plan de lutte à la pauvreté. Parce qu'ils se retrouvent en première ligne pour accueillir et accompagner les personnes vivant en situation de pauvreté. Parce qu'ils ont maintes fois démontré leurs capacités à imaginer de nouvelles stratégies, il faut reconnaître et soutenir leur action.

Les Centraide du Québec souhaitent que la présente consultation mène le gouvernement du Québec à l'adoption d'un nouveau plan d'action ambitieux en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, doté de cibles contraignantes pour avoir un effet mobilisateur.

INTRODUCTION

Au Québec, près de 1,3 million¹ de personnes vivent quotidiennement dans un état de pauvreté qui peut conduire pour un trop grand nombre d'entre elles à l'exclusion sociale. Dans les années '60, suite aux travaux de la Commission Castonguay-Nepveu, le Québec s'est doté d'une vision de ce que l'on appelait alors une politique de bien-être social structuré. L'État s'est vu confier la mission et la responsabilité de mettre en place les conditions sociales et économiques pour prévenir la pauvreté et l'exclusion et aider les personnes qui vivaient dans de telles conditions. Cinquante ans plus tard, il est préoccupant de constater que la pauvreté continue de toucher de façon importante certains groupes de la population. Il est aussi préoccupant de constater qu'au cours des dernières années, l'écart entre les revenus des plus riches et des plus pauvres se soit légèrement accru. Un tel constat nous interpelle tous et, au premier chef, le gouvernement qui peut agir en mettant en place des politiques sociales et fiscales appropriées.

Nous saluons donc l'initiative du gouvernement d'entreprendre une consultation en matière de pauvreté et d'exclusion comme première étape vers un plan d'action qui devrait s'attaquer de façon robuste à ce phénomène. Les 18 Centraide du Québec souhaitent participer à cette consultation de façon constructive en soumettant ici le présent mémoire, qui fait valoir notre point de vue sur un sujet qui nous préoccupe et occupe au quotidien.

LE RÉSEAU DES CENTRAIDE DU QUÉBEC

Devant l'ampleur de la pauvreté et des inégalités sociales encore trop présentes dans notre société, nous sommes appelés en tant que citoyennes et citoyens à faire notre part pour le mieux-être de notre collectivité. Le réseau des 18 Centraide du Québec représente un espace communautaire et démocratique où la société civile participe, à la mesure de ses moyens et selon son niveau de responsabilité, à bâtir une communauté plus solidaire, plus altruiste et plus cohésive. Implantés dans chacune des régions du Québec, les Centraide sont des organisations philanthropiques autonomes, gérées par un conseil d'administration indépendant et représentatif de sa communauté. Les Centraide interviennent localement et déploient des actions adaptées à la réalité de leur milieu et, en particulier, aux besoins des personnes et des familles appauvries et vulnérables. Ensemble, ils appuient un vaste réseau de 1 800 organismes communautaires.

La contribution originale des Centraide au développement social de leur communauté se fonde sur quelques caractéristiques telles : leur connaissance fine des collectivités qu'ils desservent et des problématiques sociales; leur potentiel de réponse rapide face à l'émergence de nouveaux enjeux sociaux; la reconduction de la majeure partie de leur financement aux organismes communautaires; leur capacité à soutenir des stratégies novatrices et à prendre des risques; leur souplesse d'action et leur proximité avec les organismes financés.

Pour remplir sa mission sociale, chacun des Centraide organise une campagne de souscription annuelle dans sa région. Cette vaste mobilisation fait appel à la générosité et à l'engagement de centaines de milliers de donateurs et de bénévoles, ce qui donne naissance à l'un des plus importants mouvements d'entraide et de solidarité de tout le Québec.

L'ENVIRONNEMENT PHILANTHROPIQUE

Alors que la collecte de fonds se démocratise et est maintenant devenue accessible à tous grâce aux nouvelles technologies, paradoxalement, le nombre de donateurs diminue partout en Amérique du Nord. La concurrence effrénée et la fragmentation de l'environnement philanthropique représentent un défi constant pour toutes les organisations qui tentent d'attirer la sympathie du public à leur cause. S'ajoute à cela le fait qu'il est plus facile de susciter l'intérêt d'un donateur pour une cause précise qui le touche personnellement, par exemple la recherche sur une maladie qui

¹ Source : Statistiques Canada, Recensement canadien 2006

affecte un proche, que de faire appel à sa générosité pour une cause plus éloignée de lui ou encore plus générale comme combattre la pauvreté. Le défi est donc particulièrement crucial pour le modèle philanthropique fédérateur des Centraide, fondé sur le principe du don solidaire qui sera dirigé vers plusieurs initiatives communautaires visant à contrer la pauvreté et l'exclusion sociale. L'évolution du contexte de la collecte de fonds, associée à la situation économique instable dans plusieurs régions du Québec, explique en bonne partie la baisse assez généralisée des revenus de collecte de fonds dans le réseau des Centraide au cours des dernières années.

Plus que jamais, les Centraide du Québec doivent faire preuve d'innovation et d'audace en collecte de fonds. À ce propos, des initiatives sont en cours, mais il est d'ores et déjà prévisible qu'elles prendront un certain temps à se traduire en croissance significative des revenus annuels. Face à cet état de fait, les Centraide doivent circonscrire leur action avec encore plus d'acuité et fonder leurs choix d'investissement sur une réflexion approfondie de la meilleure contribution qu'ils peuvent apporter dans chacune des communautés qu'ils desservent, en regard des besoins et des ressources qui y sont présents. Ils le font en maintenant des relations constantes et une étroite collaboration avec les acteurs publics, privés et communautaires de leur région.

LE RÔLE DE LA PHILANTHROPIE EN REGARD DE CELUI DE L'ÉTAT

Dans le cadre de la présente consultation, il nous apparaît important de rappeler que le rôle de la philanthropie est distinct de celui de l'État puisque, contrairement à ce dernier, elle n'a pas la responsabilité d'assurer un filet de sécurité sociale et l'universalité des services. Elle ne peut donc en aucun cas se substituer à l'État en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Imputables face aux corporations et aux citoyens qui leur confient leurs dons, les Centraide assument la responsabilité d'investir judicieusement et stratégiquement ces sommes de façon à obtenir le plus grand impact possible dans les communautés confrontées à des enjeux de pauvreté ou dévitalisées et ce, en tenant compte des politiques, programmes et services étatiques en place.

Les ressources philanthropiques sont par ailleurs limitées et la pression qui s'exerce sur ces organisations augmente. Ainsi, envisager d'encourager les acteurs sociaux et communautaires à se tourner davantage vers le financement issu de fondations privées ou publiques ne peut être une panacée ni une réponse unique aux besoins puisqu'elle n'entraînera qu'une plus grande compétition pour l'accès à ces ressources.

L'IMPORTANCE DE CIBLES MESURABLES

Nous tenons à souligner l'importance que le prochain plan d'action gouvernemental soit accompagné d'un suivi des progrès et de recherches sur les stratégies porteuses de résultats. En ce sens, le travail du *Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion* s'avère primordial et doit se poursuivre. Mais, il nous apparaît aussi que le 3^e plan gouvernemental de lutte contre la pauvreté et l'exclusion devrait comporter des indicateurs permettant de mesurer le degré d'atteinte des objectifs retenus. Nous avons expérimenté, chacun dans notre région, comment le fait d'avoir fixé collectivement un seuil global de diplomation à atteindre pour les jeunes du secondaire a motivé l'ensemble de notre communauté à mettre l'épaule à la roue permettant ainsi des avancées notables dans ce domaine.

Individuellement, chacune des organisations ne peut adopter des cibles de réduction de la pauvreté puisqu'aucune ne détient à elle seule l'ensemble des solutions et des outils pour les atteindre. Par contre, l'État est en position, à la suite de consultations, de définir des objectifs mesurables de réduction de la pauvreté et l'exclusion pour le Québec et d'engager ministères, institutions publiques et société civile dans un vaste chantier collectif pour les cinq prochaines années. Pour ce faire, une attention toute particulière doit être portée aux effets et aux impacts cumulatifs ou croisés des politiques publiques - dont aux paradoxes ou contradictions pouvant surgir de différentes lois ou stratégies nationales - en matière de lutte à la pauvreté, à l'exclusion sociale et

aux préjugés associés à ces situations. À ce sujet, tout projet gouvernemental doit documenter les impacts appréhendés des politiques publiques existantes ou proposées sur les inégalités sociales, la pauvreté, l'exclusion sociale et les préjugés associés à ces situations, ainsi que les mesures proposées afin de favoriser un progrès sur ces questions. En bref, nous soutenons que les politiques publiques en matière de lutte à la pauvreté doivent permettre de véhiculer une vision et des objectifs clairs, précis et cohérents visant à faire reculer à la fois les préjugés et les indicateurs d'inégalités sociales, d'exclusion sociale et de pauvreté.

En particulier, la question des inégalités sociales entre les plus riches et les plus pauvres doit impérativement être soumise par le gouvernement à un examen attentif afin de s'assurer que ses actions et ses décisions concourent à les réduire. Le réseau des Centraide, en lien à la fois avec les mieux nantis et les laissés pour compte de notre société, mesure bien le risque pour la cohésion sociale que des écarts grandissants de richesse entre les citoyens pourraient engendrer. Mais, plus encore, il importe de ramener à l'ordre du jour l'importance de travailler ensemble à une plus grande justice sociale et à la préservation des droits humains. Nous devrions constamment nous inspirer de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui stipule que toute personne a droit à un niveau de vie suffisant et à la sécurité.

Sous le seuil de la pauvreté ²:

- 842 000 personnes ne couvraient pas leurs besoins de base au Québec (2011). Hausser les revenus des personnes est sans conteste le meilleur moyen de lutter contre la pauvreté.
- Tous les ménages prestataires de l'aide sociale, en 2013, avaient un revenu après impôts et transferts bien en deçà des seuils de faible revenu.
- Malgré la prime au travail et la prestation fiscale pour les personnes seules, les couples et les familles monoparentales, rémunérées au salaire minimum, ces dernières n'arrivent pas à répondre à leurs besoins de base.

Nous recommandons donc que le gouvernement inclut dans son prochain plan d'action en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion des cibles et des indicateurs de progrès, notamment en ce qui concerne les inégalités sociales entre les plus riches et les plus pauvres. Des cibles globales et nationales seraient nécessaires afin d'identifier ce que nous devons atteindre collectivement en matière de recul de la pauvreté et de réduction des inégalités, et ce, à l'échelle du Québec, afin d'identifier les actions pertinentes à poser pour les atteindre. À titre d'exemple, rehausser les protections publiques pour assurer à tous un revenu au moins égal à la mesure du panier de consommation, soit 17 246\$ par année (2013).

Rappelons que la pauvreté est coûteuse socialement pour tous³ :

- Le coût estimé du décrochage scolaire est à 439 000 \$ par individu sans diplôme d'études secondaires après 45 ans de vie active.
- Le Québec perd plus de 300 millions en revenus d'impôts chaque année en raison de la pauvreté.
- Le coût global de la pauvreté au Québec est estimé entre 15,7 et 17 milliards \$ par année.

² Source: La pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale au Québec. État de situation 2013. Centre d'études sur la pauvreté et l'exclusion sociale (CEPE)

³ Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion sociale (CEPE). 2011. Les coûts de la pauvreté au Québec selon le modèle de Nathan Laurie.

L'IMPORTANCE DE SOUTENIR L'ACTION LOCALE ET RÉGIONALE

L'importance capitale du rôle de l'État pour contrer la pauvreté n'exempte pas les communautés locales et régionales de toute responsabilité. Partout au Québec, on peut voir des citoyennes et des citoyens ainsi que des institutions, entreprises et organisations de la société civile se mobiliser pour relever les défis socioéconomiques particuliers à leur milieu. Le développement social et économique de leur territoire leur tient à cœur et ils ne ménagent aucun effort pour le faire progresser.

Patiemment, au cours des dernières décennies, les acteurs locaux et régionaux ont appris à travailler en concertation et ont construit leur confiance mutuelle et même, de la complicité dans l'action. Il est maintenant reconnu à travers tout le Québec que l'action locale ou régionale, pour produire des changements durables, doit impliquer les différents secteurs et réseaux dans une vision partagée de la situation et des solutions. La complexité des enjeux actuels qui mettent au défi nos territoires respectifs appelle une réponse globale, concertée et intégrée.

Dernièrement, des changements structurels sont venus bouleverser les modes de travail collectif implantés dans les régions du Québec. Il peut être sain de revoir de temps à autre l'architecture soutenant le développement des territoires, mais il est primordial de préserver et de soutenir la capacité collective des communautés à prendre en charge leur développement dans les domaines où il leur est possible d'agir. Le développement des territoires ne peut relever de la seule responsabilité des élus et découler de décisions centralisées.

Ainsi, les acteurs locaux et régionaux souhaitent et peuvent contribuer au développement social de leur collectivité en utilisant des leviers adaptés à leur réalité. Concernant les enjeux sociaux, les solutions ne peuvent être toujours répliquées d'un milieu à l'autre. Leur connaissance s'avère utile et inspirante, mais les acteurs de proximité doivent avoir la latitude et les ressources pour imaginer et adapter les solutions à leur contexte.

La durée du financement est cruciale. On a vu trop souvent des financements dont l'échéance à court terme a empêché en pratique de produire des résultats. Dans le milieu des affaires, on parle de capital patient qui donne le coup de pouce nécessaire à des projets d'expansion, de développement ou de démarrage en laissant le temps nécessaire à l'entreprise pour réaliser ses objectifs. Cette notion nous semble pouvoir convenir au domaine social et en particulier à des projets portés par une mobilisation locale ou régionale.

En résumé, les communautés locales et régionales ont besoin de disposer d'espaces de concertation et de financement dont la durée puisse permettre, d'une part, de laisser le temps d'installer et de nourrir la complicité entre les parties prenantes et, d'autre part, de faire évoluer au fur et à mesure les stratégies d'action en fonction des résultats obtenus ou des embûches rencontrées.

Nous souhaitons donc que le prochain plan d'action gouvernemental de lutte contre la pauvreté et l'exclusion prenne en compte le point de vue que nous exprimons ici concernant l'importance de soutenir l'action locale et régionale, point de vue qui, nous pouvons en témoigner, est largement partagé autour de nous. Une approche de collaboration au sein des collectivités s'avère nécessaire pour en arriver à tout changement social. Une organisation seule ne peut arriver à tout voir, comprendre et faire. Il faut alors œuvrer à la recherche de l'impact collectif. Et pour agir, des moyens financiers structurants sont nécessaires.

L'IMPORTANCE DE VALORISER ET SOUTENIR L'ACTION COMMUNAUTAIRE

Les organismes communautaires se retrouvent en première ligne pour accueillir et accompagner les personnes et les familles appauvries et vulnérables. Le Québec se distingue de beaucoup d'autres sociétés par le nombre d'organismes communautaires à portée locale qu'il compte. Il s'agit d'ailleurs là d'une bonne indication de la vigueur des communautés locales et de la mobilisation des citoyennes et citoyens de même que des acteurs sociaux qui ont imaginé des réponses adaptées aux besoins en émergence dans leur environnement.

Les organismes communautaires sont enracinés dans le tissu social de leur communauté et en constituent un maillon essentiel. Leur disparition serait impossible à imaginer voire même cauchemardesque. Ils sont devenus aussi importants pour la santé de nos communautés que les institutions publiques. Qui a imaginé de nouvelles stratégies de sécurité alimentaire favorisant une plus grande autonomie des personnes? Qui a mis en place l'aide aux devoirs en réponse aux difficultés scolaires des élèves? Qui défend les locataires vulnérables contre les propriétaires abusifs? Qui accueille les familles réfugiées? Qui invente des façons pour que des jeunes isolés dans des secteurs ruraux puissent participer à des activités de groupe dans leur village? Qui offre une animation itinérante de cuisines collectives dans des localités rurales? Qui est actif sans relâche dans les concertations locales et régionales et en assume souvent l'animation? Bien sûr, les organismes communautaires.

En plus de répondre aux besoins souvent pressants des personnes en situation de pauvreté, les organismes communautaires constituent des lieux d'appartenance et de participation sociale pour tous ceux et celles qui sont isolés et ont perdu petit à petit la confiance en leur potentiel. Notre société ne peut se priver de l'apport de personnes que les circonstances de la vie ont laissé sur le bas-côté de la route. Étant donné les liens de proximité que les Centraide entretiennent avec les organismes qu'ils financent, ils sont des témoins privilégiés de la confiance inébranlable que les organismes communautaires placent dans les personnes et des approches qu'ils adoptent pour favoriser le développement de leur plein potentiel. C'est à travers son passage dans un organisme communautaire qu'une personne pourra apprivoiser une forme d'implication qui lui convient et éventuellement contribuer à sa juste mesure à la société.

La tâche des organismes communautaires est colossale, leurs moyens sont limités, leur apport est indispensable et sous-estimé. Nous sommes en mesure de constater un essoufflement chez les organismes communautaires, qui peinent à maintenir la portée de leur action devant l'ampleur des besoins et la précarité de leur financement. Les Centraide de ce côté font leur part en privilégiant le soutien à la mission des organismes. Toutefois, nous l'avons mentionné précédemment, pour plusieurs d'entre nous, les possibilités de financement sont plus réduites ces dernières années.

L'option pour les organismes communautaires d'avoir recours au financement privé par des activités de collecte de fonds est possible seulement pour quelques-uns possédant plus de ressources et étant mieux outillés. Nous constatons souvent que les activités de collecte de fonds menées par un organisme ne sont pas rentables si l'on prend en compte les efforts et les ressources qui y sont consacrés. Ce mode de financement constitue donc pour plusieurs un cercle vicieux plutôt qu'une solution de rechange à leur manque de revenus. Ajoutons que dans plusieurs régions, le potentiel est faible pour un organisme communautaire de tirer son épingle du jeu dans le contexte compétitif actuel en collecte de fonds.

Du côté du financement gouvernemental, on sait que les restrictions budgétaires et la fin de certains programmes ont réduit drastiquement les possibilités pour les organismes communautaires de voir croître leurs revenus. L'indexation du financement, lorsqu'elle est accordée, ne suffit pas à améliorer la capacité d'intervention et la rétention du personnel. Les travailleurs et travailleuses communautaires ont accès à une rémunération globale bien en deçà de ce que leurs qualifications, leurs compétences et leurs responsabilités commanderaient. Certains considèrent que les conditions d'emploi dans le milieu communautaire engendrent paradoxalement la pauvreté des travailleurs qui, doit-on le souligner, sont très majoritairement des femmes.

Nous croyons qu'un plan gouvernemental de lutte contre la pauvreté et l'exclusion doit comporter des objectifs et des mesures concrètes pour valoriser l'action communautaire et renforcer son financement. À cet effet, il pourrait être intéressant de réaliser un bilan de la Politique québécoise de reconnaissance de l'action communautaire autonome et d'explorer de nouvelles avenues pour le soutien gouvernemental dans ce domaine. L'objectif poursuivi serait que ce soutien soit encore plus structurant et permette une véritable consolidation ainsi que le développement efficace de la mission d'organisations phares dans nos communautés, soit les organismes communautaires qui œuvrent en lutte à la pauvreté, à l'exclusion sociale et aux préjugés associés à ces situations.

L'IMPACT DES PRÉJUGÉS SUR LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE⁴

En tant que Centraide, nous œuvrons à mobiliser nos communautés afin de voir la pauvreté reculer, les inégalités sociales réduites et les préjugés à l'égard des personnes en situation de pauvreté - et d'exclusion sociale reliée à cette pauvreté - balayés.

« Les préjugés, plus qu'on ne le pense, font partie du fonctionnement de la société et le Québec, même pourvu d'une loi, tolère encore la pauvreté et résiste à une intervention d'envergure dans la lutte contre les préjugés à l'égard de celle-ci. Certaines croyances sociales profondément enracinées entravent encore notre marche.»

Ces préjugés sont lourds de conséquences, autant pour les personnes affectées que sur le tissu social et les politiques publiques. Ces préjugés représentent un poids qui entame fortement l'estime et la confiance des gens qui luttent chaque jour pour améliorer leur sort, souvent dans un contexte d'adversité, de méfiance et de mépris affiché plus ou moins ouvertement.

Les préjugés minent la cohésion sociale, engendrent des tensions qui ont des conséquences coûteuses et une incidence sur le degré d'appui de la population aux mesures de lutte contre la pauvreté. Ils contaminent la politique de lutte contre la pauvreté et empêchent les autres politiques publiques d'évoluer vers une meilleure adaptation à la réalité des personnes pauvres.

Enfin, contrairement à l'impression que l'on peut avoir, les préjugés ne sont inamovibles; ils peuvent être atténués. On peut lutter contre eux et vouloir les faire disparaître à condition d'agir sur plusieurs fronts : à l'étape où la personnalité de l'enfant se construit, mobiliser les différents acteurs du monde de l'éducation; en présence de tous les messages que la société renvoie des médias, inviter ceux-ci à prendre conscience de leur impact sur le formatage [ou le renforcement] de l'opinion publique; interpeller les acteurs sociaux que sont les artistes, les fonctionnaires, les gens d'affaires, les syndicats, les municipalités, les chercheurs et surtout, l'État qui, à titre de garant du bien commun, ne peut se permettre de laisser la cohésion sociale s'effriter, considérant la faille que creuse le « rejet » de ce groupe de la société que sont les pauvres.

Centraide croit que :

- Les préjugés logent au cœur du problème de pauvreté. Les combattre, c'est se donner les moyens d'atteindre un mieux-être pour tous et pour toutes.
- Le poids des préjugés écrase et sape les efforts de ceux et celles qui veulent s'en sortir. Les préjugés sont contre-productifs dans une société qui cherche à prospérer.
- Les préjugés infligent suffisamment de dommages aux personnes et à la collectivité pour justifier que l'on déploie des efforts vigoureux afin de les combattre.

⁴ Extraits tirés de Centraide Québec et Chaudière-Appalaches. 2011. *Un préjugé, c'est coller une étiquette. La lutte contre les préjugés s'arrête là où commencent nos préjugés*. 4^e document de réflexion de Centraide Québec et Chaudière-Appalaches. Pp. 12; 19; 29; 40; 43.

Au Québec, nous disposons d'une loi et d'un plan d'action qui prévoit diverses mesures. L'une d'entre elles brille par son absence : une stratégie cohérente et bien coordonnée de lutte contre les préjugés. Il apparaît donc évident que le premier pas d'un gouvernement déterminé à respecter la lettre et l'esprit de la Loi devrait être la mise en place d'une telle stratégie, élaborée sur la base d'une participation citoyenne.»

CONCLUSION

Les Centraide du Québec souhaitent que la présente consultation mène le gouvernement du Québec à l'adoption d'un nouveau plan d'action ambitieux en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Viser collectivement des cibles contraignantes dans ce domaine peut avoir un effet mobilisateur et générer de l'espoir en ces temps plutôt moroses. Les communautés locales et régionales, si tant est qu'on leur donne la latitude et les moyens pour le faire, ont la capacité de mettre l'épaule à la roue et d'insuffler de la vigueur au développement de leur territoire. Pour qu'ils soient en mesure de contribuer à la hauteur de leur potentiel à la mise en œuvre du prochain plan, les organismes communautaires doivent recevoir un message clair et concret de la part du gouvernement quant à la valeur de l'importance de leur action. Les Centraide suivront avec intérêt et attention la suite des travaux relativement au 3^e plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion et les conclusions qui s'en dégageront. Dans l'optique de contribuer de la meilleure façon possible à la réduction de la pauvreté et de l'exclusion, ils devront prendre en compte les intentions, les objectifs et les moyens rattachés au plan et voir quelle influence cela pourrait avoir sur leur action.

LES SIGNATAIRES :

Marie-Pierre Brunet

directrice générale Centraide Abitibi
Témiscamingue et Nord-du-Québec
1009, 6e Rue
Val-d'Or (Qc) J9P 3W4

Lili-Anna Perešá

Présidente et directrice générale
Centraide du Grand Montréal
493, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Qc) H3A 1B6

Stéphan Boucher

directeur général
Centraide Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
216-230, route du Parc
Sainte-Anne-des-Monts (Qc) G4V 2C4

Sylvain Roy

directeur général
Centraide KRTB-Côte-du-Sud
100, 4e avenue
La Pocatière (Qc) G0R 1Z0

Julie Colbert

directrice générale
Centraide Mauricie
90, rue Des Casernes
Trois-Rivières (Qc) G9A 1X2

Daniel Laplante

directeur général
Centraide Richelieu-Yamaska
320, avenue de la Concorde nord
Saint-Hyacinthe (Qc) J2S 4N7

Eve Lavoie

directrice générale
Centraide Bas-Saint-Laurent
1555, Jacques-Cartier, bureau 303
Mont-Joli (Qc) G5H 2W1

Denis Mioussé

directeur général
Centraide Duplessis
101-185, rue Napoléon
Sept-Îles (Qc) G4R 4R7

Annie Lajoie

directrice générale
Centraide Gatineau-Labelle-Hautes-
Laurentides
343, rue de la Madone, C.P. 154
Mont-Laurier (Qc) J9L 3G9

Nicole Campeau

directrice générale
Centraide Lanaudière
674, rue Saint-Louis
Joliette (Qc) J6E 2Z6

Nathalie Lepage

directrice générale
Centraide Outaouais
74, boul. Montclair
Gatineau (Qc) J8Y 2E7

Martin Saint-Pierre

directeur général
Centraide Saguenay-Lac-St-Jean
107-475, boul. Talbot
Chicoutimi (Qc) G7H 4A3

Isabelle Dionne

directrice générale
Centraide Centre-du-Québec
154 rue Dunkin
Drummondville (Qc) J2B 5V1

Claude Forgues,

directeur général
Centraide Estrie
1150, rue Belvédère sud
Sherbrooke (Qc) J1H 4C7

Carole Lemieux

directrice générale
Centraide Haute-Côte-
Nord/Manicouagan
301-858, rue de Puyjalon
Baie-Comeau (Qc) G5C 1N1

Suzanne M. Piché

directrice générale
Centraide Laurentides
107-880, boul. Michèle-Bohec
Blainville (Qc) J7C 5E2

Bruno Marchand

président directeur général
Centraide Québec et Chaudière-
Appalaches
101-3100, avenue du –Royal
Québec (Qc) G1C 5S7

Steve Hickey

directeur général
Centraide Sud-Ouest du Québec
11, rue de l'Église, suite 161
Valleyfield (Qc) J6T 1J5